

**Assemblée générale**

Distr. générale  
28 mai 2013  
Français  
Original: anglais

**Soixante-huitième session**

Point 108 de l'ordre du jour provisoire\*

**Prévention du crime et justice pénale****Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

Le présent rapport contient des informations concernant les mesures prises pour mettre en œuvre la résolution 67/184 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2012, intitulée "Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale". En particulier, il donne un aperçu des délibérations tenues à la vingt-deuxième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale au sujet des questions touchant les préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, ainsi que du résultat desdites délibérations.

---

\* A/68/50.



1. Dans sa résolution 67/184 du 20 décembre 2012, intitulée “Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale”, l’Assemblée générale a réitéré l’invitation qu’elle avait adressée aux gouvernements, tendant à ce que ceux-ci s’inspirent de la Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation<sup>1</sup> et des recommandations adoptées par le douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale lorsqu’ils élaborent des lois et des directives, et mettent tout en œuvre, selon qu’il convient, pour appliquer les principes qui y sont formulés, en tenant compte des conditions économiques, sociales, juridiques et culturelles propres à leurs États.

2. Dans la même résolution, l’Assemblée générale a pris note des progrès réalisés jusqu’alors dans la préparation du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et a décidé que la durée du treizième Congrès ne dépasserait pas huit jours, consultations préalables comprises. L’Assemblée a également décidé que le thème principal du treizième Congrès serait le suivant: “L’intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans la stratégie plus large de l’Organisation des Nations Unies, pour faire face aux problèmes sociaux et économiques et pour promouvoir l’état de droit aux niveaux national et international et la participation du public”. Elle a décidé en outre que, conformément à sa résolution 56/119 du 19 décembre 2001, le treizième Congrès comprendrait un débat de haut niveau, auquel les États étaient invités à se faire représenter au plus haut niveau possible, par exemple par le chef de l’État ou du gouvernement, un ministre ou le Ministre de la justice, que les représentants auraient la possibilité de faire des déclarations sur les thèmes du Congrès et que, conformément à sa résolution 56/119, le treizième Congrès adopterait une déclaration unique qui serait soumise à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale pour examen et que cette déclaration contiendrait des recommandations reflétant les délibérations des participants au débat de haut niveau, les discussions sur les points de l’ordre du jour et les échanges de vues au sein des ateliers.

3. Toujours dans la résolution 67/184, l’Assemblée générale a approuvé pour le treizième Congrès l’ordre du jour provisoire qui avait été finalisé par la Commission à sa vingt et unième session et a décidé que les questions ci-après seraient examinées lors des ateliers qui se tiendraient dans le cadre du treizième Congrès:

a) Rôle des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale à l’appui de systèmes de justice pénale efficaces, équitables, humains et responsables: expériences et enseignements tirés en répondant aux besoins spécifiques des femmes et des enfants, en particulier le traitement et la réinsertion sociale des délinquants;

b) Traite des personnes et trafic de migrants: succès obtenus et difficultés rencontrées en matière d’incrimination, d’entraide judiciaire et de protection efficace des témoins et des victimes de la traite;

---

<sup>1</sup> Résolution 65/230 de l’Assemblée générale, annexe.

c) Renforcement des mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale visant à combattre les formes de criminalité en constante évolution, notamment la cybercriminalité et le trafic de biens culturels, enseignements tirés et coopération internationale;

d) Contribution du public à la prévention du crime et sensibilisation à la justice pénale: expériences et enseignements tirés.

4. En outre, l'Assemblée a souligné l'importance des ateliers susmentionnés et invité les États Membres, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les autres entités compétentes à apporter un appui financier, organisationnel et technique à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) ainsi qu'aux instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour la préparation des ateliers, y compris l'élaboration et la distribution de la documentation de base.

5. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir, en coopération avec les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en temps voulu, un guide de discussion en vue des réunions régionales préparatoires au treizième Congrès et du Congrès, afin que ces réunions puissent se tenir dès que possible en 2014, et elle a invité les États Membres à participer activement à ce processus.

6. L'Assemblée a également prié le Secrétaire général de faciliter l'organisation des réunions régionales préparatoires et de dégager les ressources voulues pour permettre aux pays les moins avancés de participer à ces réunions et au treizième Congrès, suivant la pratique établie et en consultation avec les États Membres. Elle a instamment prié les participants aux réunions régionales préparatoires d'examiner les questions de fond inscrites à l'ordre du jour et les thèmes des ateliers du treizième Congrès, et de formuler des recommandations axées sur l'action qui serviraient de point de départ aux projets de recommandation et de conclusion dont le Congrès serait saisi.

7. L'Assemblée générale a en outre prié le Secrétaire général d'encourager la participation au treizième Congrès des représentants des organismes compétents du système des Nations Unies, en ayant à l'esprit le thème principal, les points de l'ordre du jour et les thèmes des ateliers du Congrès, de faciliter la tenue, en marge du treizième Congrès, de réunions entre les organisations non gouvernementales et associations professionnelles qui y participeront, suivant la pratique établie, ainsi que de réunions de groupes de défense d'intérêts professionnels et géographiques, et de prendre les mesures voulues pour favoriser la participation des universitaires et chercheurs aux travaux du Congrès. Elle a encouragé les États Membres à participer activement à ces réunions, car elles étaient l'occasion d'établir et d'entretenir des partenariats solides avec le secteur privé et les organisations de la société civile.

8. L'Assemblée générale a également encouragé les programmes des Nations Unies, les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernés, ainsi que d'autres organisations professionnelles, à coopérer avec l'ONUDC pour préparer le treizième Congrès. Elle a encouragé les gouvernements à engager très tôt les préparatifs du treizième Congrès par tous les moyens appropriés, y compris, le cas échéant, la création de comités préparatoires nationaux.

9. L'Assemblée a en outre invité les États Membres à se faire représenter au treizième Congrès au plus haut niveau possible, par exemple par le chef de l'État ou du gouvernement, un ministre ou le Ministre de la justice, qui seront appelés à faire des déclarations sur le thème et les autres sujets du Congrès et à participer activement au débat de haut niveau. Elle a appelé les États Membres à jouer un rôle actif dans le treizième Congrès en envoyant des spécialistes des questions juridiques et politiques, y compris des praticiens ayant reçu une formation spéciale et acquis une expérience pratique en matière de prévention du crime et de justice pénale.

10. L'Assemblée générale a prié la Commission de consacrer suffisamment de temps, à sa vingt-deuxième session, à l'examen des progrès réalisés dans la préparation du treizième Congrès, de mettre définitivement au point en temps utile toutes les dispositions organisationnelles et techniques en suspens et de lui adresser ses recommandations par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

11. À la vingt-deuxième session de la Commission, les délégations ont reconnu l'importance que jouaient les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale en influant sur les politiques nationales et internationales dans ces deux domaines. Des intervenants se sont félicités de l'état d'avancement des préparatifs du treizième Congrès, et en particulier du fait que le projet de guide de discussion pour les réunions régionales préparatoires et le treizième Congrès avait été établi suffisamment à l'avance pour permettre aux États Membres de faire part de leurs réactions ou de faire parvenir des commentaires avant la parution de la version définitive. Il a été également souligné que le treizième Congrès contribuerait à l'intégration de la prévention du crime et de la justice pénale dans la stratégie plus large de l'Organisation des Nations Unies visant à s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux et à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international.

12. L'observateur du Qatar, pays qui accueillera le treizième Congrès, a rendu compte à la Commission des préparatifs faits au niveau national pour l'organisation du Congrès; un comité préparatoire avait notamment été établi afin d'assurer une meilleure coordination entre les ministères intéressés. La tenue d'un forum de la jeunesse parallèlement au Congrès était envisagée.

13. À l'issue des délibérations qu'elle a tenues à sa vingt-deuxième session, la Commission a recommandé au Conseil économique et social d'approuver, en vue de son adoption par l'Assemblée générale, un projet de résolution intitulé "Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale". Dans cette résolution, l'Assemblée générale déciderait que le treizième Congrès se tiendrait à Doha du 12 au 19 avril 2015, avec des consultations préalables le 11 avril 2015. Elle déciderait également que le débat de haut niveau du treizième Congrès aurait lieu pendant les deux premiers jours du Congrès pour permettre aux chefs d'État ou de gouvernement ou aux ministres de débattre du thème principal du Congrès et favoriser des échanges utiles.

14. L'Assemblée générale déciderait en outre que, conformément à sa résolution 56/119, le treizième Congrès adopterait une déclaration unique qui serait soumise à la Commission pour examen et que cette déclaration contiendrait les principales recommandations représentatives et issues du débat de haut niveau ainsi

que des discussions sur les points de l'ordre du jour et des échanges de vues au sein des ateliers.

15. De plus, l'Assemblée prierait le Secrétaire général de parachever en temps voulu le guide de discussion pour les réunions régionales préparatoires et le treizième Congrès, dont le projet avait été établi en coopération avec les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Ce faisant, le Secrétaire général devrait prendre en compte les recommandations de la Commission, ainsi que les observations et autres réactions des États Membres, pour que les réunions régionales préparatoires au treizième Congrès puissent se tenir le plus tôt possible en 2014<sup>2</sup>.

16. L'Assemblée générale prierait de nouveau le Secrétaire général de s'occuper de l'organisation des quatre réunions régionales préparatoires au treizième Congrès et de dégager les ressources voulues pour permettre aux pays les moins avancés de participer à ces réunions et au Congrès lui-même, suivant la pratique établie, ainsi que de faire un effort particulier en ce qui concerne l'organisation de la réunion régionale préparatoire pour les États d'Europe et autres États, afin que leurs contributions puissent être prises en compte<sup>3</sup>.

17. En outre, l'Assemblée prierait instamment les gouvernements de prendre, s'il y avait lieu, une part active aux réunions régionales préparatoires et inviterait leurs représentants à examiner les questions de fond inscrites à l'ordre du jour et les thèmes des ateliers du treizième Congrès et à formuler des recommandations axées sur l'action dont le treizième Congrès serait saisi. Elle inviterait les gouvernements à engager très tôt les préparatifs du treizième Congrès par tous les moyens appropriés, y compris, le cas échéant, la création de comités préparatoires nationaux.

18. L'Assemblée générale inviterait par ailleurs de nouveau les États Membres à se faire représenter au treizième Congrès au plus haut niveau possible, par le chef de l'État ou du gouvernement, le Ministre de la justice ou un autre ministre du gouvernement par exemple, et à faire des déclarations sur le thème et les sujets du Congrès, ainsi qu'à jouer un rôle actif au treizième Congrès en y détachant des spécialistes des questions juridiques et politiques, y compris des praticiens ayant reçu une formation spécialisée et acquis une expérience pratique en matière de prévention du crime et de justice pénale.

<sup>2</sup> Il convient de noter que, vu l'état d'avancement des préparatifs du treizième Congrès, le Secrétaire général aura, en coopération avec les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et conformément au mandat défini dans la résolution de l'Assemblée générale, mis au point la version définitive du guide de discussion pour les réunions régionales préparatoires et le treizième Congrès avant que la résolution en question ne soit examinée par l'Assemblée à sa soixante-huitième session.

<sup>3</sup> Après consultation des commissions régionales, des dispositions préliminaires ont été prises pour l'organisation de quatre réunions régionales préparatoires au treizième Congrès, comme suit: a) pour l'Asie et le Pacifique, du 22 au 24 janvier 2014 à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique; b) pour l'Asie occidentale, du 5 au 7 février 2014 à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale; c) pour l'Amérique latine et les Caraïbes, du 19 au 21 février 2014 à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes; et d) pour l'Afrique, du 9 au 11 avril 2014 à la Commission économique pour l'Afrique.

19. En outre, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général d'encourager la participation au treizième Congrès de représentants des organismes compétents du système des Nations Unies, en ayant à l'esprit le thème principal, les points de l'ordre du jour et les sujets des ateliers du Congrès, et elle inviterait les pays donateurs à coopérer avec les pays en développement pour leur permettre de participer pleinement aux ateliers. L'Assemblée encouragerait les États, les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les autres entités intéressées et le Secrétaire général à collaborer pour faire en sorte que les ateliers soient bien ciblés et donnent des résultats concrets qui débouchent sur des idées, des projets et des documents de coopération technique visant le renforcement des activités bilatérales et multilatérales d'assistance technique pour la prévention du crime et la justice pénale.

20. De plus, l'Assemblée générale prierait de nouveau le Secrétaire général de faciliter l'organisation, en marge du treizième Congrès, de réunions entre les organisations non gouvernementales et associations professionnelles qui y participeront, suivant la pratique établie, ainsi que de réunions de groupes de défense d'intérêts professionnels et géographiques, et de prendre les mesures voulues pour favoriser la participation d'universitaires et de chercheurs aux travaux du Congrès. Elle encouragerait les États Membres à participer activement aux réunions susmentionnées, car elles seraient l'occasion de nouer et d'entretenir des partenariats solides avec le secteur privé et les organisations de la société civile.

21. L'Assemblée prierait le Secrétaire général d'établir un plan pour la documentation du treizième Congrès, en consultation avec le bureau élargi de la Commission, de nommer, suivant la pratique établie, un Secrétaire général et un Secrétaire exécutif du treizième Congrès, qui exerceraient leurs fonctions conformément aux dispositions du règlement intérieur des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, de mener, en collaboration avec les États Membres, une vaste et efficace campagne d'information sur les préparatifs du treizième Congrès, sur le Congrès lui-même et sur le suivi de l'application et la mise en œuvre de ses recommandations, et de fournir à l'ONUSC, sur les crédits ouverts au budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015, les ressources nécessaires aux préparatifs et à la tenue du treizième Congrès.

22. L'Assemblée générale encouragerait de nouveau les institutions spécialisées et programmes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétents, ainsi que d'autres organisations professionnelles, à coopérer avec l'ONUSC aux préparatifs du treizième Congrès.

23. Enfin, l'Assemblée générale prierait la Commission de consacrer suffisamment de temps, à sa vingt-troisième session, à l'examen des progrès réalisés dans les préparatifs du treizième Congrès, de prendre en temps utile toutes les dispositions organisationnelles et techniques qui devront encore l'être et de lui adresser ses recommandations par l'intermédiaire du Conseil économique et social. Elle prierait le Secrétaire général de faire donner la suite voulue à la résolution et de lui en rendre compte par l'intermédiaire de la Commission à sa vingt-troisième session.